

Brésil : Création d'une commission pour enquêter sur la corruption dans le système éducatif brésilien

Image not found or type unknown



Brasilia, 28 juin (RHC) L'opposition politique brésilienne présentera une demande de création d'une commission d'enquête parlementaire (CPI) sur la corruption et le détournement des ressources destinées au ministère de l'éducation.

Cependant, le gouvernement du leader d'extrême droite Jair Bolsonaro fait toujours pression sur les sénateurs pour qu'ils retirent leur signature et empêchent l'ouverture de l'enquête sous la direction de l'ancien ministre de l'éducation Milton Ribeiro.

La commission d'enquête parlementaire "est un droit constitutionnel minoritaire. Après la Constitution, il n'y a que trois critères pour qu'elle soit créée : un nombre certain, un fait précis et le temps de fonctionnement. Ces trois critères font partie de la demande de création de la commission d'enquête parlementaire", a déclaré le sénateur Randolfe Rodrigues.

Auteur de la demande, Rodrigues évalue la possibilité que la commission d'enquête parlementaire soit installée même au cours de ce semestre, avant les vacances parlementaires, qui commencent en juillet. Mais il a reconnu que les travaux ne devraient pas commencer avant le mois d'août, après les vacances scolaires.

Il a annoncé le 24 juin qu'il avait réussi à recueillir les 27 signatures requises pour la demande de création de la commission concernant sur l'affaire de corruption dans le ministère de l'éducation impliquant l'ancien ministre du secteur et des pasteurs.

Un jour plus tard, le député a déposé une plainte auprès du Tribunal suprême fédéral (STF), demandant l'ouverture d'une enquête pour déterminer l'éventuelle ingérence de Bolsonaro dans les investigations de la police fédérale (PF) sur Ribeiro.

La pression en faveur d'une commission d'enquête législative sur le secteur de l'éducation a refait surface après l'arrestation de Ribeiro le 22 juin.

Le 21 mars, le journal Folha de Sao Paulo a publié un enregistrement audio dans lequel Ribeiro déclare avoir accepté une demande de Bolsonaro et des municipalités favorisant deux amis religieux du gouvernement.

La situation est devenue plus complexe encore après la publication d'un autre enregistrement dans lequel l'ancien fonctionnaire raconte à sa fille qu'il a reçu un appel du président, pour le mettre en garde contre la possibilité que la police fédérale ordonne des mandats de perquisition et d'arrêt à son encontre.

Selon le magazine Carta Capital, les membres du Parti des travailleurs à la Chambre des députés préconise que Bolsonaro soit démis de ses fonctions jusqu'à ce que l'affaire soit pleinement éclaircie.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/291987-bresil-creation-dune-commission-pour-enqueter-sur-la-corruption-dans-le-systeme-educatif-bresilien>



Radio Habana Cuba